

## La voix des Travailleurs

Trois fois par semaine, le Directeur de CLB Han Dongfang présente une émission sur *Radio Free Asia* au cours de laquelle il diffuse les interviews qu'il effectue auprès d'ouvriers chinois ordinaires. Ces interviews, diffusées sur ondes courtes dans toute la Chine, sont régulièrement écoutées par des dizaines de millions d'auditeurs parmi lesquels beaucoup appellent ou écrivent à Han pour lui raconter leurs propres histoires qui sont ensuite diffusées à leur tour.

La plupart des interviews sont diffusées par périodes de dix minutes, certaines d'entre elles pouvant s'étendre sur cinq ou six émissions. Les résumés en français de ces interviews tentent de retranscrire autant que possible les paroles des personnes interviewées pour permettre aux personnes ne parlant pas le chinois d'entrer, l'espace d'un instant, dans les vies de ces ouvriers et de ces paysans qui souffrent des inégalités grandissantes de la société chinoise.

Le choix des interviews a été fait selon le critère de la représentativité. En effet, il s'agit ici de montrer que dans la société chinoise actuelle, n'importe quel citoyen ordinaire peut être victime d'injustices de la part des autorités. Que l'on soit, paysan, ouvrier modèle ou enseignant, nul n'est jamais à l'abri de l'arbitraire du pouvoir.

## **Tailleur âgé trompé et dépouillé de sa retraite par le gouvernement se fait enfermer et torturer pour avoir protesté**

Dans les années 1950, les tailleurs, les charpentiers, les forgerons et d'autres artisans étaient organisés en petites coopératives et usines calquées sur le modèle des ateliers, et gérées par ce qui était appelé le Second Système d'Industrie Légère (二轻系统). Il n'y avait pas de système de retraite à l'époque et les ouvriers donnaient une partie fixe de leur salaire à l'administration du district de l'industrie artisanale comme cotisation de retraite. Dans les années 1980 cependant, les gouvernements locaux ont commencé à démanteler de force ces petites coopératives et usines en laissant souvent leurs membres sans rien et sans aucun accès à la sécurité sociale.

En février 2009, **le directeur de CLB Han Dongfang** a parlé avec Dai Deshu, un ancien tailleur du district de Yongchuan à Chongqing âgé de 67 ans. Ils ont parlé de la longue lutte de milliers de travailleurs abandonnés par la réforme du Second Système d'Industrie Légère, et de ses propres tentatives de demandes de réparation en tant que représentant de ces travailleurs. Au cours de cette période, il a souvent été mis en détention et a même été frappé et torturé pendant cinq jours.

Dai décrit comment les ouvriers de sa région ont déposé des pétitions pendant plusieurs années, parvenant finalement à obliger le gouvernement municipal à réviser sa politique. Mais même sous le nouveau régime, les ouvriers doivent payer une énorme somme pour pouvoir entrer dans le système de sécurité sociale – ce qui revient à payer eux-mêmes leurs pensions de retraite.

Dai Deshu a dit à Han que quelques 3000 ouvriers dans six districts différents étaient concernés. Il explique que *« ce genre de situation ne s'est produit nulle part ailleurs, seulement dans nos six districts »*. A 67 ans, Dai est l'un des plus jeunes parmi les ouvriers concernés; la plupart ont plus de quatre-vingt ou quatre-vingt-dix ans, certains ayant même atteint l'âge de cent ans. *« Certains sont cloués au lit, ne peuvent pas marcher et n'ont pas d'argent pour payer leurs soins médicaux. Le gouvernement ne fait rien. Je vous le dis, tout cela est vrai »*. En tant qu'un des six représentants, Dai représente environ 400 travailleurs de Yongchuan, eux-mêmes faisant parti d'un groupe d'un peu moins de mille personnes agissant au nom de trois milles.

### **Travailler pour reconstruire la Chine et soutenir le Parti**

*« Juste après la Libération, le Président Mao nous a donné des instructions pour construire des coopératives. Du coup ceux d'entre nous qui étaient dans les zones*

*urbaines... la population non paysanne qui avait des compétences en habillement, travail du bois, automobile et équipement de ferme... nous, les artisans qui vivions dans les villes et les bourgs, on s'est organisé ! Plus tard on a formé des coopératives et des usines. Cela a commencé en 1956 ».* Dai a travaillé comme tailleur, faisant des vêtements avec quarante autres à la Coopérative d'Habillement du Village de Sunyuan dans le district de Yongchuan. La coopérative faisait des vêtements pour la population locale, les vendait à un prix fixé par le gouvernement et était responsable de ses profits et de ses pertes. Les ouvriers ont commencé par gagner 10 yuan par mois qui devinrent 40 au fil des ans. « *L'argent avait plus de valeur à l'époque – explique Dai – on pouvait acheter un œuf avec un centime et une livre de grain ne coûtait que cinq centimes ».*

*[...]Ecoutez – poursuit-il – à l'époque, notre pays, notre Parti Communiste, c'était un peu comme un enfant non? C'était un bébé. Les ouvriers... ont mis toute leur énergie à la construction du socialisme et à payer des impôts. Cela a soutenu le gouvernement à l'époque. Pourquoi? Parce que notre pays n'était pas encore développé, il n'avait pas de sources de revenu. Nous étions vraiment des contribuables à l'époque. Alors maintenant, après des décennies de dur labeur, ces jeunes [du gouvernement local] n'appliquent pas les politiques du gouvernement central; ils s'opposent au gouvernement central! Et on ne peut pas rencontrer les dirigeants du gouvernement central... quoiqu'ils fassent on n'a aucun recours, parce qu'ils sont le gouvernement! Le gouvernement local! ».*

Selon Dai, les coopératives ont été brisées par la force entre la fin des années 1980 et 2001 par le gouvernement local agissant sur ordre du gouvernement municipal de Chongqing. En 1989, le gouvernement municipal de Chongqing a émis des réglementations temporaires (document 15) sur les retraites, qui considéraient le groupe de Dai comme des travailleurs migrants sous la juridiction des Communes Populaires et, de ce fait, hors du système urbain d'entreprises collectives. Dai estime que ces réglementations allaient à l'encontre de celles du gouvernement central. « *Ces réglementations nous ont volé des décennies de cotisations. Le document 66 du Conseil d'Etat daté de 1977 stipulait clairement que nos avantages liés à notre assurance professionnelle ne changeraient pas et que les réglementations originelles devaient être appliquées.*

*[...]Un autre document, n°10 a été promulgué [par le gouvernement de Chongqing] en janvier 1993. Il annulait le document n°15 de 1989 et depuis ils reconnaissent que nous somme une entreprise collective urbaine. Mais quand ils ont corrigé cette erreur historique... dans nos six districts, ils ne l'ont corrigée que pour les jeunes ouvriers, pas pour les vieux. Parce qu'à partir du moment où ils étaient d'accord qu'on était une entreprise collective urbaine, les vieux auraient dû recevoir une*

*pension de retraite. Et certains d'entre nous ont trente ans de service, d'autres quarante. Moi j'ai plus de trente ans de service ».*

**« Ils ont agi comme des bandits »**

*« A l'époque – dit Dai – on se concentrait sur les politiques du Parti! Ils ont promulgué un document sur les retraites en 1966 qui disait qu'on devait économiser de l'argent tout seul. On versait un peu d'argent [à l'administration du district de l'industrie artisanale] et quand on avait soixante ans, ou cinquante pour les camarades femmes, on pouvait toucher une pension.*

*[...]Une fois, le gouvernement du bourg a commencé à rompre les coopératives – continue Dai – ils ont agi comme des bandits; le gouvernement a bloqué nos comptes en banque. Des chefs de milices et les bureaux des impôts, du commerce et de l'industrie ont défoncé nos portes et confisqué le matériel qu'on avait dans nos entrepôts et ont vendu notre immeuble aux enchères ». La coopérative possédait à l'époque un entrepôt, des machines à coudre et 80 000 yuan à la banque.*

Même après que leur propriété a été confisquée en 1985, Dai et ses collègues ont continué à travailler jusqu'à ce que le gouvernement local leur retire leur licence, en 1995. Dai dit qu'aucun dédommagement ne leur a été proposé à l'époque « *on ne comprenait pas les politiques particulières, et quand le Bureau de la Sécurité Sociale a été mis en place et que l'on a demandé à participer, ils nous l'ont interdit, en disant qu'on était une entreprise rurale et que les réglementations nationales ne nous autorisaient pas à participer... nos six districts avaient donné 100 millions de yuan au gouvernement... et ils nous ont piqué notre argent; comme ça ».* Dai et ses collègues n'ont pas eu d'autre choix que de partir à la retraite.

Certains ouvriers ont continué à s'occuper de leurs petites affaires après que la licence coopérative a été révoquée, mais les plus vieux d'entre eux, incapables de travailler, ont eu d'énormes difficultés. Quelques-uns ont pu compter sur les revenus de leurs enfants, mais, comme l'explique Dai, la plupart de leurs enfants ont dû partir travailler comme travailleurs migrants pour soutenir leurs parents. Dai estime que 80% des ouvriers les plus vieux ont de graves difficultés financières.

**Une pension – mais seulement après avoir payé des dizaines de milliers de yuan**

En janvier 2006, le gouvernement municipal de Chongqing a commencé à verser à contre-cœur une pension de 160 yuan par mois aux ouvriers de l'artisanat, qu'il augmenta ensuite à 230 yuan. « *Ils ont reconnu qu'ils nous devaient de l'argent, mais dans une grande ville comme Chongqing, avec des prix si élevés, comment*

*voulez-vous qu'on survive avec ça?» le salaire minimum à Chongqing est actuellement de 680 yuan par mois.*

En 2006 le gouvernement de Chongqing a lancé un nouveau système selon lequel les ouvriers à la retraite doivent verser au gouvernement local entre 10 000 et 35 000 yuan en une fois pour avoir droit à une pension de 450 yuan par mois. Dai n'a pu réunir que 22 000 yuan qu'il lui faudra sept ans pour amortir selon ses estimations. Certains ouvriers ont refusé de payer la somme demandée et la plupart ne pouvaient simplement pas le faire. *« Plus vous êtes vieux, pire c'est – dit Dai – nous les vieux, nous étions utiles... et ces jeunes, qui ont commencé à travailler plus tard, ils profitent aujourd'hui de nos efforts. Ceux parmi nous qui ont contribué à la construction du socialisme se font exclure, jeter à la porte du système de sécurité sociale.*

*[...]C'est un système fondé sur le parti unique. Quoiqu'ils disent, il faut qu'on le fasse parce qu'ils sont le gouvernement... où peut-on aller quand on a payé de nos sous et qu'aujourd'hui ils nous disent qu'ils n'ont jamais reçu nos paiements? ».*

Malgré les obstacles, Dai et ses collègues des six districts ont commencé à se défendre. En 2003, après avoir appris que trois autres districts avaient commencé à payer des pensions aux ouvriers âgés, ils ont protesté aussi bien au Bureau local de la Sécurité Sociale qu'au gouvernement municipal de Chongqing. *« Nous avons réclamé justice devant le Hall de l'Assemblée Populaire, les bureaux gouvernementaux, la Haute Cour; le 27 novembre [2008]. On est même allé au mausolée des martyrs pour exprimer notre mécontentement... le gouvernement de Chongqing ne nous écoutait toujours pas ».*

### **Mis en détention et torturé par des voyous anonymes**

*« J'ai été arrêté par le Bureau de la Sécurité Publique plusieurs fois – dit Dai – le plus grave ça a été le 10 décembre [2008] alors que je rentrais à Yongchuan [après avoir protesté à Chongqing] et que j'ai rencontré un groupe de personnes qui disait venir de la part du Bureau de Sécurité Publique, que je faisais des histoires à Chongqing et qu'ils étaient là pour m'arrêter ».*

Dai a été emmené au Bureau de Sécurité Publique de Yongchuan mais a finalement été relâché. *« Je venais de sortir de la porte principale du Bureau de Sécurité Publique quand j'ai vu une voiture. Une personne est venue me voir en me disant, Mr Dai, je vous ramène à la maison! J'ai répondu que je ne le connaissais pas, que je n'allais pas monter dans sa voiture et que j'allais prendre le bus. Mais ils m'ont forcé à entrer dans la voiture, j'ai hurlé aussi fort que j'ai pu... avant de rouler durant 200m ils m'ont bandé les yeux ».*

Quand ils sont arrivés dans une ferme à deux heures de route « *ils m'ont mis dans une chambre sombre – explique Dai – ils ont utilisé un pistolet à impulsion électrique jusqu'à ce que je m'évanouisse; ils ont utilisé un faible voltage, pas un fort voltage, ils m'ont frappé de nombreuses fois et je me suis évanoui de nombreuses fois. Enfin, quand ils ont vu que je ne mangeais pas, ils m'ont injecté du glucose et m'ont volé les 60 yuan que j'avais sur moi comme caution pour la piqûre. Ils ont été si cruels... ma pression sanguine est élevée et je suis diabétique, mais ils ne m'ont pas épargné!* ». Dai n'a jamais découvert qui étaient vraiment les gens qui l'ont enfermé et frappé mais il est sûr qu'ils ont été envoyés par les autorités de Chongqing. « *Je suis très prudent maintenant – continue Dai – en général je ne vais nulle part seul, je me déplace toujours accompagné de plusieurs personnes* ».

### **A la chasse d'autres moyens de compensation**

Dai et quelques uns de ses collègues ont fait un voyage à Pékin pour aller déposer une pétition au Ministère du Travail. « *Les camarades du Ministère du Travail ont tous été attentifs mais on n'a pas pu leur donner notre lettre. Ils n'osaient pas la prendre par peur que notre rencontre devienne officielle... ils nous ont dit de revenir une prochaine fois et je leur ai répondu: comment voulez-vous qu'on revienne? Où est-ce qu'on trouvera l'argent nécessaire?* ».

En plus, le groupe d'ouvriers âgés de Dai a recruté un avocat et poursuivi le gouvernement municipal de Chongqing pour la promulgation du document 15 qui, selon eux, allait à l'encontre des lois du gouvernement central. L'affaire a été rejetée par le Tribunal Populaire intermédiaire de Chongqing et le Tribunal Populaire de Haute Instance a maintenu cette décision en appel. On a leur a dit qu'ils s'étaient trompé de cible et qu'ils devaient poursuivre le Bureau du Travail et de la Sécurité Sociale qui a appliqué le document 15. Mais, dit Dai « *ce document promulgué par le gouvernement municipal de Chongqing nous nommait expressément; il interdisait aux ouvriers du Système d'Industrie Légère de participer à la sécurité sociale. Où est-ce qu'on se trompe en poursuivant Chongqing?* »

Dai avait adhéré au Parti Communiste dans les années 1980 mais ses collègues et lui « *n'ont même plus l'argent nécessaire pour payer la cotisation... Alors peut-être qu'on est même plus membres du Parti Communiste – parler du Parti est douloureux pour Dai – je vous le dis, dans cette situation, quand on entend parler du Parti Communiste, dans nos cœurs on... me parlez pas du Parti Communiste d'accord?* ».

Quoiqu'il en soit, Dai et ses collègues sont fermement résolus à continuer « *on va continuer à lutter se battre jusqu'à notre mort – dit Dai – voilà ce qu'on a dit au*

*tribunal. Tant qu'on respire, on va se battre jusqu'à la fin... si on meurt, qu'est-ce que cela peut nous faire? On n'a plus de raisons de vivre... on espère pouvoir croire aux politiques du Parti. On cherche de l'argent maintenant. Nos actions judiciaires ont échoué donc on veut aller à Pékin maintenant... on ne partira pas; si on meurt, on peut mourir à Pékin. On a pris cet engagement. Il y a des camarades âgés de 60 à 70 ans dans notre groupe, ce sont les seuls qui peuvent y arriver ».*

## La grève à l'origine de la vague de protestations en Chine de l'été 2010

En mai et Juin 2010 une grève de deux semaines dans les usines Honda, à Foshan à laquelle plus de deux milles ouvriers ont participé, a lancé une vague de protestations à travers toute la Chine.

L'événement a souligné la difficulté des conditions de travail des ouvriers chinois et leur volonté grandissante de se battre pour obtenir un salaire décent. Il a également mis en exergue l'attitude ambiguë des syndicats lors de conflits. En effet, le syndicat de l'usine et les fédérations locales de Foshan non seulement n'ont pas défendu les ouvriers mais n'ont même pas discuté avec eux dans les premiers moments de la grève. De plus, la fédération locale a engagé une bande de soi-disant syndicalistes pour forcer les grévistes à reprendre le travail. Lors des échauffourées, deux grévistes ont été blessés.

Le 1<sup>er</sup> juin, le lendemain de l'affrontement, **le directeur de CLB, Han Dongfang**, a téléphoné à l'un des ouvriers de l'usine pour obtenir des informations sur la situation de la crise et pour discuter des revendications des ouvriers, de leur stratégie de négociation et de l'attitude des syndicats. Il y avait une réunion à l'usine quand Han a appelé.

L'ouvrier a expliqué que: « *Un représentant de l'Assemblée Nationale Populaire est en train de discuter avec un représentant du syndicat de l'entreprise, mais nous, on refuse de discuter avec lui parce qu'hier ils nous ont tapés dessus.* »

Les ouvriers demandent des excuses officielles de la part du syndicat et de faire en sorte que ceux coupables de violences la veille soient soumis à des poursuites judiciaires. L'ouvrier explique qu'en attendant ils continuent à « *faire des sit-in et faire comme s'ils n'étaient pas là* ».

### Les revendications des ouvriers

L'ouvrier dit que « *plus d'un millier d'ouvriers* » participent à la grève, tous travaillant dans la production. Ceux qui travaillent dans l'administration « *nous soutiennent activement* » bien que la plupart ne veulent pas être vus dans les grèves. « *La première revendication de notre grève* » concerne « *les salaires, les avantages sociaux et les bonus ; la seconde est qu'aucun ouvrier gréviste ne soit licencié.* » La troisième, « *il faut se débarrasser du chef du syndicat et élire un nouveau syndicat* » a été ajoutée à la suite des événements de la veille.

L'ouvrier explique que la grève a commencé le 17 mai parce que :

« *Le gouvernement de Foshan a fixé le salaire minimum à plus de 90 yuan (90€) [le*

*1<sup>er</sup> mai] mais notre salaire de base est toujours autour de 700yuan (70€). D'autres entreprises ont augmenté les salaires à 900yuan (90€) mais pas la notre, et c'est ce qui a déclenché la grève. Ensuite, ils ne l'ont pas bien gérée, et elle est devenue de plus en plus grande; elle est vraiment grande, toute la production est arrêtée. Maintenant les ouvriers ont de plus grandes attentes, et depuis qu'on s'est fait frapper, ça devient de plus en plus tendu ».*

Il a continué en expliquant plus en détail pourquoi les ouvriers de Honda demandent des salaires plus élevés :

*« Le coût de la vie ne cesse d'augmenter; acheter des légumes et les biens de première nécessité devient de plus en plus difficile. Si les gens ne gagnent que quelques centaines de yuan par mois, ou même un millier, il leur est impossible de tenir le rythme de l'augmentation des prix et encore moins d'envoyer de l'argent à la maison. Tout le monde suit la grève parce que c'est dans leur intérêt économique ».*

Après avoir arrêté le travail pendant un temps, les ouvriers sont retournés au travail parce que la direction de l'entreprise leur a promis de répondre à leurs revendications. Mais peu après, ils ont découvert que l'entreprise était en train d'employer des jeunes recrues diplômées d'établissements d'enseignement professionnel locaux pour pouvoir les menacer de licenciement et les remplacer. La réponse des ouvriers a été nette *« le 24 mai, tout le monde avait cessé de travailler, ceux appelés pour faire des heures supplémentaires compris ».*

Les ouvriers ont d'abord demandé une hausse de salaire de 300 ou 400yuan (30€-40€) mais l'ouvrier a expliqué que: *«Après l'arrêt de la production, les compagnies japonaises du coin ont toutes augmenté les salaires de 300, 400 ou 500yuan, du coup tout le monde s'est dit que cela n'allait pas, on fait la grève et ils ne savent pas encore ce qu'on veut, maintenant les autres demandent plus, du coup on va faire pareil, maintenant on veut 800yuan d'augmentation ».*

Les ouvriers prétendent que les employés de base, payés autour de 1.100yuan (110€) par mois, touchent en réalité moins que les nouvelles recrues venues des établissements d'enseignement professionnel. *« Si tu deviens employé à part entière un jour, tu gagneras moins que quand tu étais stagiaire, voudras-tu encore devenir employé? »* Il prétend que *« plus de la moitié »* des travailleurs de l'usine sont en réalité des stagiaires. *« Nous avons très peu d'employés réguliers, tout le monde pense qu'il n'y a pas d'avenir ici et décide de partir. »*

## **La réforme du syndicat**

L'ouvrier parle ensuite plus en détail du rôle du syndicat dans le conflit.

*« Le syndicat ne nous a pas représenté. Ce syndicat n'a fait que représenter l'entreprise. Ils n'ont pas pris nos intérêts en compte. Tout ce que le syndicat sait faire, c'est prendre de l'argent. Ils ne nous ont jamais pris en considération, nous les ouvriers... ils n'ont été d'aucune utilité quelque'elle soit, et n'ont fait qu'envenimer le conflit. Maintenant tout le monde veut que le chef du syndicat soit révoqué et que le syndicat soit totalement réorganisé par la tenue de nouvelles élections. »*

Il a reconnu que lui et ses collègues ne connaissaient pas grand-chose à la *Loi sur les Syndicats* et qu'ils devaient compter sur la direction pour mettre en place de élections syndicales, parce qu'il a l'impression que *« nous sommes tous des ouvriers à la chaîne et nous n'avons pas la capacité »* de le faire.

Au cours des deux années durant lesquelles il a travaillé pour cette entreprise, on ne lui a jamais demandé de participer à des élections syndicales ou à une quelconque activité en lien avec le syndicalisme. Au cours de la grève, le syndicat n'a jamais donné la possibilité aux ouvriers de se prononcer sur l'offre émise par la direction et les ouvriers en grève n'ont jamais choisi de représentant pour aller négocier avec la compagnie. *« Qui oserait être ce représentant ? Il est certain que personne n'oserait tenir ce rôle »* a dit l'ouvrier. Toutefois, il a reconnu que la situation actuelle n'était pas idéale.

*« Après avoir été en grève si longtemps, on devrait choisir un représentant et exiger de discuter avec le syndicat et la compagnie et résoudre ainsi le problème. Mais personne n'ose exprimer son point de vue publiquement ».*

### **Exprimer une position collective**

L'ouvrier a dit à Han comment la compagnie a tenté de faire pression sur les ouvriers pour qu'ils abandonnent la grève. Il lui a dit qu'un jour tous les employés en grève ont été convoqués à une réunion pendant laquelle la direction a fait appel à la sécurité pour les intimider.

*« Ils voulaient qu'on y aille pour signer un accord de reprise du travail. Ils refusaient de nous laisser sortir... Ensuite ils nous ont dit de signer l'accord et de reprendre le travail. Mais tout le monde connaissait leurs intentions; ils voulaient nous encercler, mais ils n'étaient pas assez nombreux. Au départ ils étaient une cinquantaine mais au bout d'un moment ceux qui nous encerclaient ont disparu et il n'en restait qu'une douzaine au milieu. Maintenant, c'est nous qui les encerclions, ils ont eu peur et s'en sont allés aussi ».*

Les ouvriers ont dit qu'ils avaient bien l'intention de continuer malgré l'absence de statut légal ou de représentant formellement élu et qu'ils n'étaient pas déstabilisés par

les tactiques et les pressions de la compagnie.

*« Aucun d'entre nous ne connaît vraiment la loi et ils nous disent que notre grève est illégale. Mais personne n'a peur. Si elle est illégale, elle est illégale. Vous pouvez tous nous virer si vous voulez, si vous nous virez tous, toute votre production s'arrêtera. Chaque jour ils ne pensent qu'à de nouveaux moyens de s'opposer à nous, ils n'ont jamais tenté de négocier de bonne foi. Chaque jour ils cherchent de nouveaux moyens pour nous intimider et envoient des officiels du gouvernement ou du syndicat pour faire pression sur nous. Le résultat c'est qu'ils ne vont probablement pas augmenter nos salaires. S'ils avaient voulu augmenter nos salaires, ils l'auraient fait il y a bien longtemps, et on n'en serait pas arrivé là ».*

Toutefois, deux jours plus tard, les ouvriers ont accepté une offre de la direction qui prévoyait une augmentation des salaires de 24% à 33%. Le succès de cette grève en a provoqué d'autres, pas seulement chez des fournisseurs Honda mais dans l'industrie automobile en général et à travers tout le pays.

Le syndicat local s'est finalement excusé pour ses actions violentes, et une semaine plus tard, la Fédération des Syndicats de la province du Guangdong a annoncé que le syndicat de l'usine allait être réformé et qu'à l'avenir ses chefs seraient démocratiquement élus par les employés. De plus, le vice-président de la fédération, Kong Xianghong, a déclaré que la présidence du syndicat devrait être soumise à un contrôle de performance annuel et obtenir plus de 50% d'opinions favorables pour rester en place.

## Un contractant emprisonné lutte encore pour les salaires de ses ouvriers

Le problème du non paiement des salaires dans l'industrie de construction en Chine est endémique depuis des décennies. Bien que de nombreux gouvernements locaux aient pris des mesures de redressement pour s'assurer que les ouvriers finissent par être payés, certains conflits traînent en longueur. Dans la plupart des cas, les ouvriers prennent acte de leur perte de salaire et espèrent être payés la fois d'après. Toutefois, certains individus déterminés n'abandonnent pas et luttent pour ce qui leur revient de droit au prix de grands sacrifices.

En avril 2004, Peng Yinquan, un entrepreneur de Yichang dans la province du Hubei, a engagé 160 ouvriers pour construire une portion de route de 30 kilomètres dans le district de Wufeng. Le projet a été achevé un an plus tard mais seuls cinq des sept millions de yuans (500.000€- 700.000€) prévu ont été payés. Les autorités routières du district de Wufeng ont refusé de payer les deux millions (200.000€) manquants parmi lesquels 1.14 millions (114.000€) réservés aux salaires. Peng et les ouvriers ont adressé des pétitions au gouvernement à plusieurs reprises et lancé des poursuites judiciaires pour obtenir leurs arriérés salariaux. Au cours de ce processus, Peng a été harcelé et emprisonné illégalement pendant deux ans sur de fausses allégations.

Au printemps 2010, après sa libération, Peng a parlé **au directeur de CLB Han Dongfang** de sa détention et de sa lutte contre les autorités de Wufeng.

Il explique que « *C'est parce que j'ai voulu les salaires des ouvriers et qu'ils ne voulaient pas les payer. J'ai essayé de les poursuivre en justice et ils m'ont arrêté et emprisonné pour m'obliger à coopérer. Quand j'ai coopéré, ils n'ont pas tenu leurs promesses* ».

### Des promesses non tenues

Quand le projet de route a été terminé en 2005 « *il a été contrôlé, et les deux parties l'ont approuvé* ». Peng a reçu plus de quatre millions de yuan (400.000€) pour le matériel, l'équipement et une « partie » des salaires des ouvriers, tandis que plus d'un million de yuan en salaires n'ont pas été versés, tout comme 80.000 (8.000€) ou 90.000 (9.000€) en matériel et autres coûts.

Selon Peng, l'origine du problème est que le projet n'a jamais été officiellement approuvé et que de ce fait, les officiels gouvernementaux qui ont soutenu le projet n'ont pas réussi à réunir les fonds nécessaires. Le financement devait être « détourné d'autres endroits » de la trésorerie du district mais finalement ils « n'avaient pas été en mesure de détourner » le reste de l'argent. « *En somme, je n'ai*

*pas pu toucher le moindre centime* » témoigne Peng. Tout ce qu'il a pu faire a été payer les ouvriers (tous venant des districts voisins de Changyang et Wufeng) « *au maximum à 25% du salaire qu'ils auraient dû obtenir* » pour leur année de travail. Peng avait senti que l'argent ne serait pas disponible avant même la fin du projet. « *J'ai envoyé des lettres au Bureau local du Travail, au gouvernement du district, à l'Assemblée Populaire du district et au Bureau des Lettres et des Plaintes du district et je m'y suis rendu personnellement* ». Il n'a eu « *aucune réponse réelle* ».

Peng a décidé que « *puisque j'avais investi autant, je me suis dit que j'allais utiliser le processus de pétition ou faire appel à l'appareil judiciaire pour récupérer l'argent une fois toutes les factures et reçus en ordre et le projet terminé* ». Peng est remonté jusqu'au niveau supérieur de l'Assemblée Populaire de la municipalité de Yichang et du Bureau des Lettres et des Plaintes de la municipalité. Après avoir été refoulé par les deux institutions, il a décidé d'y retourner avec une quarantaine d'ouvriers pour exiger leurs salaires. Après cet incident, début 2007, Peng a été prévenu par la direction du Bureau de Sécurité Public du district de Wufeng que « vous n'êtes pas autorisé à emmener des travailleurs migrants réclamer leurs salaires au gouvernement, si vous le faites, nous vous emprisonnerons. » Peng a été ensuite encouragé « à ne tenter de recevoir aucun paiement » et a été menacé « d'être enfermé dans un centre de détention pendant le nouvel an chinois. »

Plus tard cette année là, Peng a été placé en détention pendant trois jours. Il n'a eu aucune procédure formelle antécédente à cette détention, « *ils n'ont fait que prendre quelques notes* ». Il a été enfermé dans un commissariat sans accès au téléphone et a été relâché quand il a accepté de ne plus demander de paiement. Mais « *je n'avais pas peur d'eux et je les ai poursuivis en juillet 2007* ».

### **Aller au tribunal**

Peng a recruté un avocat à Yichang et déposé une plainte demandant plus de deux millions de yuan au Département des Routes du District de Wufeng. Peng dit qu'il avait un très bon dossier « *ils avaient la quantité de travail fourni et le prix à l'unité, même un enfant d'école primaire aurait compris. La quantité de travail multipliée par le prix à l'unité donnait le total. Mes preuves étaient irréfutables, et quand le district de Wufeng a compris qu'ils ne pouvaient pas gagner, le vice maire Tang s'en est mêlé. Il était le manipulateur en coulisses... Il est allé voir le vice juge Wang du Tribunal Populaire intermédiaire qui s'occupait du tribunal civil, pour qu'il prenne le dossier en main. Il a interrompu la procédure pendant neuf mois* ».

Le 6 octobre 2007, Peng a de nouveau été détenu, cette fois-ci par la Brigade d'Investigation sur le Crime Economique du Bureau de Sécurité Publique qui

l'accusait « d'appropriation d'une Jeep de l'entreprise ». Peng a expliqué à Han qu'il était le seul propriétaire d'une entreprise subsidiaire à Wufeng et qu'ils « **prétendaient que je m'étais approprié la Jeep de cette entreprise** » c'est-à-dire qu'ils l'accusaient d'avoir volé sa propre Jeep. Pendant sa détention, le personnel de la brigade lui a dit « **de laisser tomber le procès parce que poursuivre le Département des Routes revient à poursuivre le vice maire Tang qui est aussi en charge des transports** ».

Peng a été détenu pendant vingt jours dans différents hôtels du district de Wufeng, avant d'être formellement arrêté pour détention de Jeep privée « **ils m'ont dit que si je ne coopérais pas, je me retrouverais comme un mouton sur le hachoir. S'ils devaient me couper les pieds, ils l'auraient fait; s'ils devaient me couper les mains, ils l'auraient fait... ils ont aussi dit que le Bureau de Sécurité Publique était spécialisé dans l'assassinat de personnes** », Peng a refusé de coopérer uniquement parce qu'il a refusé de croire que le Bureau de Sécurité Publique pouvait perpétrer des assassinats.

Après l'arrestation de Peng, le vice juge Wang s'est rendu au centre de détention pour « **me forcer à négocier** ». Le juge a dit que le Département des Routes paierait environ 200.000yuan (20.000€) si Peng cessait de réclamer le salaire des ouvriers « **et ensuite ils me relâcheraient** », sinon on l'enverrait en prison. Peng refusa l'arrangement du juge. « **J'ai demandé à ce que le juge rende une décision aussi vite que possible, que j'avais fourni tel travail et que l'on me devait telle somme d'argent... Je ne demandais qu'une décision juste et équitable** ». Entre-temps, à cause du manque de preuves, la plainte contre Peng était passée de, « s'approprier une Jeep de l'entreprise » à « rendre des reçus multiples pour se faire rembourser ».

Le vice juge accompagné d'un autre fonctionnaire du tribunal est retourné au centre de détention en mars 2008 pour persuader Peng de coopérer. « **Le Département des Routes et le vice maire Tang ont reconnu et pris la responsabilité de payer les 1.14 millions de yuan pour les salaires des ouvriers** ». Si Peng signait un document écrit disant la même chose, ils le relâcheraient. Peng a signé le document mais n'a pas été relâché.

### **Pris au piège**

Quand le tribunal a rendu sa décision le 15 avril 2008, il était écrit que le Département des Routes ne donnerait à Peng que « 180.000yuan (18.000€) et n'était pas responsable pour le reste ». Le même jour, « **quelqu'un du département d'application des lois du Tribunal du District de Wufeng est venu me dire que le vice maire Tang et le Département des Routes paieraient 200.000yuan (20.000€) pour les salaires et que j'étais responsable pour les 800.000 (80.000€) restant** ». Les

autorités voulaient forcer Peng à signer un accord de médiation avec les ouvriers mais *« j'ai dit au Tribunal de Wufeng que c'était le maire Tang ou le Département des Routes qui devaient signer l'accord de médiation, pas moi »*. On lui a répondu *« si tu ne signes pas et que le maire Tang t'attrapes, c'est ton problème »*. Finalement, Peng a tout de même refusé de signer.

Mais avant que Peng n'ait été condamné, les autorités ont tenté de négocier avec lui encore une fois, en lui disant que *« une fois sorti, l'affaire serait close et je ne recevrais qu'une peine légère. A l'époque je leur ai dit que si j'avais enfreint la loi, ils devaient me punir selon ses modalités. Je n'ai pas besoin que vous allégiez ma peine. Si j'ai commis un crime, faites votre boulot, infligez-moi la punition exacte et donnez moi trois, cinq, huit ou dix ans, la seule chose que je vous demande, c'est de juger selon les règles. »*

Deux audiences ont été organisées au centre de détention de Wufeng, *« ils n'ont pas osé faire les audiences au tribunal. »* dit Peng. Son avocat et l'avocat de l'accusation étaient présents mais sa famille n'a pas été autorisée à assister aux audiences. Peng a été condamné à deux ans de prison pour « malversation ».

Alors qu'il était en prison, Peng a fait appel plusieurs fois et a attiré l'attention des media, mais sa peine n'a pas été réduite. De plus, au cours de cette période, son avocat a aussi été harcelé. Le Bureau de la Sécurité Publique *« voulait jeter mon avocat en prison aussi – dit Peng – je n'ai appris qu'une fois sorti qu'ils l'avaient assigné à comparaître »* pour coopérer dans leur investigation. Malgré leurs menaces, l'avocat a continué de défendre Peng aussi bien au civil qu'au pénal. Peng lui donne beaucoup de mérite *« c'est un vrai expert »*.

### **La vie après la prison**

Peng a été relâché le 25 octobre 2009 après avoir purgé la totalité de sa peine de deux ans. Dès sa sortie, Peng a envoyé des pétitions aux gouvernements municipal, provincial et même central pour récupérer l'argent qu'on lui devait à lui et aux ouvriers. Après qu'un tribunal supérieur a refusé d'entendre l'affaire et l'a renvoyé à un tribunal intermédiaire, un nouveau procès a été fixé en mars 2010. Au moment de l'interview, il n'y avait toujours pas eu de décision.

Peng a l'impression que *« puisque l'affaire est devenu si célèbre, ils ne peuvent pas rendre une décision injuste »*. Mais puisqu'il n'y a pas de limite de temps, les autorités peuvent faire traîner l'affaire comme ils l'ont fait auparavant. Il y a eu plusieurs négociations en coulisses *« je les ai souvent encouragés. Il suffit que le tribunal intermédiaire me donne une réponse, je serais satisfait. »*

Peng explique que *« ce genre de chose arrive souvent à Wufeng,... ils ont fait ce genre de chose à plusieurs personnes et beaucoup de monde a peur d'eux »*.

Peng a avoué à Han qu'il a été si frustré par la longueur et la complexité de la procédure qu'il avait menacé les fonctionnaires qui l'ont trompé de les tuer. *« A l'époque, je me disais que je les aurais tous tués en sortant de prison »*. Il l'a même écrit dans les pétitions qu'il a envoyé aux différents gouvernements. *« je pensais à ces ouvriers qui avaient travaillé avec moi toutes ces années, travaillant jusqu'à ce que leurs mains soient en sang et couvertes d'ampoules... ils ont fini le projet avec moi, et je me suis dit que je les avais laissé tomber, ils étaient plus d'une centaine »*.

Toutefois, Peng dit qu'il est prêt à passer à autre chose *« je pense que s'ils me donnent de réelles excuses officielles, je les pardonnerai.*

*Passer deux ans en prison a été comme passer trois ans à l'université. Avoir vu si clairement le côté obscur de la société va beaucoup m'aider dans la façon dont je vais me comporter dorénavant »*.

## **Un gouvernement de district met des enseignants ruraux dehors**

Les enseignants ruraux chinois ont longtemps été la colonne vertébrale du système éducatif à la campagne. La plupart d'entre eux n'ont pas de qualifications formelles et sont recrutés pour fournir une éducation de base aux enfants à la campagne. Ils sont en général payés entre 1/3 et 1/6 du salaire d'un enseignant d'école d'Etat, n'ont pas de sécurité de l'emploi et ne reçoivent pas d'avantages sociaux.

Dans les années 1990, le gouvernement central a mis en place une politique qui visait à supprimer l'énorme différence de salaire entre les enseignants ruraux (民办) et les enseignants d'Etat (公办) d'ici à la fin du siècle. Selon cette politique, on devait promouvoir les enseignants ruraux et leur verser les mêmes salaires et avantages que ceux des enseignants d'Etat. Toutefois, de nombreux gouvernements locaux ont refusé de se plier à la nouvelle politique arguant qu'ils n'avaient pas les fonds nécessaires pour payer des salaires plus élevés. Ils ont plutôt décidé de licencier plusieurs centaines d'enseignants ruraux sans aucune compensation financière.

En avril 2009, **le directeur de CLB Han Dongfang**, a discuté avec deux enseignants ruraux du district de Jianchang au Liaoning, Wang Feng'e et Yang Shuge, tous deux licenciés par le gouvernement local en 2007. Ils ont parlé de leurs nombreuses tentatives d'obtenir une compensation et des magouilles de cadres locaux corrompus auxquelles ils ont du faire face.

Au lieu de donner un salaire égal pour un travail égal aux enseignants ruraux comme prévu par la politique du gouvernement central, le gouvernement local du district de Jiancheng a mis en place une politique appelée « 622 » qui stipule que pour tous les six enseignants promus au grade d'enseignants d'Etat, deux devaient être envoyés à la retraite et deux licenciés. La sélection a été faite en se fondant sur les examens annuels des enseignants et des centaines d'enseignants ruraux ont été virés et forcés de partir à la retraite au cours des années 2000.

### **Exploiter les plus vulnérables**

En 2006, les autorités provinciales du Liaoning ont critiqué la politique « 622 » du district de Jianchang et ont exigé que tous les enseignants ruraux soient promus au statut d'enseignant d'Etat. Toutefois, les autorités de Jianchang ont maintenu l'examen en arguant qu'il devait encore être appliqué pendant un an pour des raisons « procédurales »; la « raison procédurale » la plus probable étant le désir de virer un maximum d'enseignants avant l'entrée en vigueur de la *Loi sur les Contrats de Travail* le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Wang Feng'e a été recrutée comme enseignante rurale en 1974, dans les derniers jours de la Révolution Culturelle. La plupart des universités ayant été fermées au cours de cette période, Wang n'avait pu étudier que jusqu'au collège et n'enseignait donc que les mathématiques et le Chinois de base. « *Mon salaire mensuel était de cinq yuan – se souvient-elle – c'est ce qu'on avait pour cinq point travail. Plus tard il est monté à trente yuan* ». Plus de trois décennies plus tard, en 2007, elle ne touchait que 350 yuan par mois, environ 1/5 du salaire d'un enseignant d'Etat avec le même poste. Cette année là elle a tenté et « manqué » l'examen du district et a été licenciée sans indemnisation. On ne lui a fourni aucune explication sur les raisons de son échec. L'information lui a été donnée par le directeur de « l'école principale » (总校) du district qui lui a dit qu'elle ne pouvait pas voir son dossier parce qu'il prétendait que l'ensemble des documents se trouvait auprès du gouvernement du district.

Wang était à un an de la retraite et n'est pas parvenue à se faire verser la pension équivalente aux 2/3 de celle d'un enseignant d'Etat que le directeur de l'école lui avait promise. « *Les autorités du district disent que nous avons été mal informés, elles ont refusé de reconnaître cet accord* ».

Au cours de son emploi, Wang n'a jamais bénéficié de sécurité sociale ou d'assurance médicale. Maintenant sans emploi, elle n'a qu'une pension de 130 yuan versée par le gouvernement local, équivalente à l'allocation minimum de survie du district. Cette indemnisation couvre à peine les dépenses quotidiennes mais certainement pas les dépenses médicales et autres factures qu'elle doit régler pour soigner son mari malade. De plus, cette allocation lui interdit l'accès à d'autres types d'aides sociales. Wang dit que tout ce qui lui reste c'est « *un morceau de terre, pour faire pousser quelques céréales* ».

## **Contre attaquer**

Wang est l'une des 68 enseignants qui ont formé un groupe de pression informel pour tenter d'obtenir réparation suite à leur licenciement ou à leur mise à la retraite forcée entre 2005 et 2007. La plupart sont des vétérans ayant entre 24 et 42 ans de service. Les 68 enseignants ont trois revendications principales: la réintégration des enseignants licenciés avant l'âge de départ à la retraite; un dédommagement pour les nombreuses années de bas salaire passées à faire le même travail que les enseignants d'Etat; et, pour ceux en âge de partir à la retraite, la même pension que les enseignants d'Etat.

Yang Shuge, qui comme Wang a commencé à enseigner le chinois et les mathématiques pendant la Révolution Culturelle, est l'un des membres les plus actifs

du groupe. *« A cette époque, nous étions tous des enseignants d'école primaire. Certains d'entre nous ont fait six mois ou un an au collège avant de retourner enseigner à l'école primaire, d'autres ont réussi à rester plusieurs années au collège »*. Bien que Yang ait été assez qualifié pour être promu enseignant d'Etat, il a été oublié quand la réforme est passée en 1987. Alors que les enseignants d'Etat du même grade touchent 1300 yuan par mois, Yang et ses collègues ne touchent qu'autour de 350 yuan.

Yang a lui aussi appris son licenciement par le directeur de l'école principale. Mais lui a mis en question le fondement légal de cette décision. Il soutient que *« tout cela découle du Document n° 32 du Comité Central »* un plan de réforme de l'éducation en cinq points qui avait pour but d'éliminer les différences de salaires d'ici 2000. Ce plan préconise de nombreuses mesures telles que des fermetures d'écoles, des promotions d'enseignants ruraux à enseignants d'Etat, de nouveaux recrutements, des licenciements et des mises en préretraite. Yang a soutenu qu'en ignorant ce document et en forçant l'application de sa propre « politique 622 », le gouvernement de district était en train de violer la loi *« ce texte visait à appliquer une réforme systématique de réduction des effectifs avant l'an 2000. Se débarrasser de nous en 2007 après toutes ces années de service est illégal »*.

Yang et les autres ont présenté leurs revendications aux autorités du district, provinciales et nationales. Ils se sont rendus à Pékin en 2007 et 2008 pour déposer une pétition auprès du Ministère de l'Education et du Bureau d'Etat des Pétitions. Le ministère ne leur a pas ouvert ses portes et le bureau les a renvoyé au niveau du district. Les représentants du groupe ont reçu un « ordre supérieur » (督办令) censé forcer les autorités du district à résoudre le problème, mais le document ne faisait référence à aucune loi ou politique, ne contenait aucune demande particulière et n'avait en réalité aucune valeur. Les autorités du district l'ont ignoré.

### **Aller trop loin**

Les cadres du niveau provincial ont été plus compréhensif confirmant que la « politique 622 n'était pas raisonnable ». Toutefois, ils n'ont rien fait pour réellement aider les enseignants et quand ceux-ci ont insisté, ils ont cessé de faire preuve d'indulgence. Une pétition de masse devant les bureaux du gouvernement provincial en 2007 s'est achevée par la mise en détention de Yang et de deux de ses collègues.

*« On était plus de trente assis devant le bâtiment du gouvernement criant et gémissant. Nous étions à genoux, les femmes devant et les hommes derrière, tous en pleurs disant que nous avons été victimes d'une injustice et exigeant réparation. Puis des gardes sont apparus à l'entrée du bâtiment. Ils ont contacté le bureau des*

*pétitions et nous ont convaincu de nous y rendre. Le chef du gouvernement de district et le chef du bureau des pétitions ont discuté avec certains de nos représentants et ont essayé de nous faire rentrer chez nous. Mais ils n'ont pas réussi à nous convaincre. J'ai dit que personne ne partirait tant qu'ils ne s'adresseraient pas à nous tous. Le gouvernement du district et le chef du bureau des pétitions m'ont écouté mais les gens refusaient tout de même de rentrer chez eux. Plus tard, dans la soirée, on nous a dit que le Secrétaire provincial du Parti nous recevrait. Mais à 20h il n'était toujours pas venu et on a donc pensé qu'il n'allait rien faire et que le district s'était moqué de nous. Ensuite quelqu'un a passé un coup de téléphone et la Sécurité Publique est apparue accompagnée de la brigade anti-émeute, et à 00h04 on a été escorté de force chez nous. A mi-chemin, les gens de la Sécurité Publique ont arrêté le véhicule et appelé certains par nos noms. Ces personnes ont été envoyées dans un centre de détention, l'un d'entre nous pendant cinq jours et deux pendant deux semaines. Le prétexte pour justifier la détention était qu'ils « avaient rompu le cours normal des affaires » à l'entrée du gouvernement provincial. C'est en général ce qui se passe quand on fait une pétition – on se fait arrêter ».*

## **Perdre espoir**

Wang Feng'e avoue qu'après autant d'embûches « *certaines d'entre nous ont perdu espoir* ». Han lui a conseillé de lancer des poursuites judiciaires, mais Yang lui a répondu qu'un groupe similaire et plus important d'enseignants avait vu leur affaire rejetée dans le district voisin de Suizhong parce que « *le tribunal avait peur de traiter l'affaire* ». De toute façon, Yang a dit que les enseignants avaient écarté cette possibilité pour des raisons financières, il estimait le coup de poursuites judiciaires à 1500 yuan par an, une somme beaucoup trop importantes pour des gens gagnant 130 yuan par mois. Quant à faire appel au syndicat, Wang a dit « *on n'a même pas essayé. Une fois retraité, qu'est-ce que le syndicat peut en avoir à faire de vous ?* ».

Yang est encore en âge de travailler et veut plus que tout récupérer son emploi mais il a peu d'espoir d'y parvenir: « *Nous ne sommes pas en âge de partir à la retraite, et nous voulons continuer à travailler. Et quand on arrive en âge d'être à la retraite, on devrait s'occuper correctement de nos pensions. L'autre jour le gouvernement du district nous a reçu, et j'ai soulevé ces problèmes. J'ai dit qu'on enseignait tous à l'école primaire, qu'on avait tous au moins trente ans de carrière, et qu'on devait de ce fait toucher 1800 yuan. Il ne l'a pas accepté. Il a dit que nous redonner nos anciens postes à salaire égal pour travail égal n'était pas faisable* ».

La seule concession obtenue pour l'instant après des années de lutte, a été une

augmentation de 100 yuan sur les 130 d'allocation mensuelle. Les enseignants ont découvert un côté encore plus obscure des politiques d'emploi des enseignants ruraux: une enquête provinciale a révélé que la pratique de remplacer les enseignants licenciés et mis en préretraite par des travailleurs temporaires non qualifiés, appelés en chinois enseignants ruraux « au noir » (黑民办) tels que des escort-girls, des ouvriers licenciés, des gardes-champêtres, des diplômés d'école de police... était courante. De plus, bien que payé encore moins que Yang et ses collègues (150 yuan par mois), ces travailleurs avaient dans la majorité des cas acheté leur poste pour pouvoir « passer » plus tard l'examen d'enseignement et être promu enseignant d'Etat.

« *Ils sont les fils et filles de personnes puissantes et influentes* » dit Yang. Au début des années 2000, alors que des enseignants ruraux qui avaient dédié leur vie à l'enseignement étaient licenciés, ces enseignants « au noir » étaient recrutés par centaines, 110 seulement en 2005. Et pendant tout ce temps-là, selon Yang, il y a eu un manque de vrais enseignants dans le district.

## Des fermiers au Zhejiang sont battus et enfermés après avoir été virés de leur terre

L'une des causes majeures de mécontentement et de protestations dans les campagnes chinoises aujourd'hui est l'expropriation des terres. Les gouvernements locaux les achètent à un prix ridicule aux paysans pour les revendre ensuite aux promoteurs immobiliers et aux industriels en faisant d'énormes profits.

Les fermiers qui ont subi des pressions pour vendre leur terre à bas prix utilisent la pétition auprès de niveaux de gouvernements plus élevés, parfois allant même jusqu'à Pékin pour obtenir justice, comme moyen principal pour obtenir réparation. Toutefois, comme ont pu le découvrir un groupe de fermiers pétitionnaires de la région côtière du Zhejiang, on peut être victime de détention arbitraire et de violences même dans la salle sacrée du bureau des pétitions du Conseil d'Etat.

Dans une série d'entretiens diffusés en août 2006, **le directeur de CLB Han Dongfang** a parlé avec deux fermiers de Wenling, Wang Ziqing et Zhang Wenbin, du long conflit qui les oppose au gouvernement local depuis 1998. Tout a commencé quand le gouvernement a voulu profité du boom économique des régions côtières du sud-est en s'appropriant des terres agricoles pour les convertir à l'industrie. Les fermiers ont soumis de nombreuses pétitions et appels auprès de cadres gouvernementaux dans la ville voisine de Taizhou et dans la capitale provinciale de Hangzhou, avant d'entreprendre un voyage de plus de mille kilomètres pour se rendre à Pékin. Cependant, on les a ignorés, repoussés, arrêtés ou battus à chaque étape.

Wang Ziqing dit que l'expropriation des terres a commencé en 1998, quand les fermiers ont subi des pressions pour vendre leur terre au gouvernement local pour la somme de 36 000 yuan par *mu* (6.6 ares). Mais aujourd'hui, comme le souligne Wang, une propriété de 40m<sup>2</sup> construite sur cette terre se vend 1.85 million de yuan. Quand on lui demande pourquoi ils ont vendu à un prix aussi bas, Wang explique que « *si on refusait de vendre, ils envoyaient la police pour nous frapper et nous arrêter* »

### Vendre ou se faire battre

Il ajoute que « *on n'était d'accord ni avec la vente, ni avec le prix de vente. Ecoutez-moi bien, les réglementations du gouvernement local stipulent que la terre devrait être vendue à 110.000 yuan par mu, mais même à ce prix-là, on n'aurait pas vendu; parce que pour nous, notre terre c'est notre vie* ».

Malgré le fait que les fermiers aient été résolus à ne pas vendre, le chef du comité de village s'est arrangé avec le gouvernement local pour vendre leur terre dans leur dos. Wang évalue la quantité de terres saisies entre 1998 et 2003 à près de la moitié de la totalité des terres du village. Et maintenant les villageois qui avaient toujours travaillé

sur leur terre doivent trouver de nouveaux emplois.

En août 2003, sans même prévenir les villageois ou le comité de village, le gouvernement local a vendu un *mu* de terrain exproprié. Les villageois n'ont découvert l'effectivité de la vente que lorsqu'un groupe de policiers, certains en civil, et des ouvriers du bâtiment sont venus pour raser le terrain. Environ 300 villageois sont sortis pour s'opposer à la saisine du terrain et affronter la police. Bien que certains villageois aient bloqué les voitures de police, Wang dit qu'ils n'ont pas recouru à la force. La police, de son côté, ne s'en est pas privée et après avoir battu les manifestants ils en ont arrêtés neuf.

Depuis l'affrontement de 2003, Wang dit que les villageois ont réussi à empêcher des saisines ultérieures de terrain par le gouvernement local. Cependant, ils ont continué à déposer des pétitions auprès des gouvernements de la ville de Wenling et de la province du Zhejiang en demandant qu'on leur rende leurs terres. Les gouvernements municipal et provincial ont refusé de les aider ou n'ont simplement pas répondu à leurs requêtes. De plus, les villageois ont adressé des pétitions au gouvernement de Pékin une fois par an depuis six ans et ont fait appel au Conseil d'Etat et au Bureau des Terres.

### **Arrêtés à Pékin**

Le 11 mars 2006 lors d'une visite à Pékin, six villageois ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de déposer une pétition auprès du Conseil d'Etat. Leur voiture a été bloquée par des voitures de police et Zhang et ses collègues ont été emmenés dans une autre voiture. Zhang dit qu'ils ont été mis en détention dans une base militaire isolée dans une zone montagneuse près de la ville de Wenling pendant deux ou trois heures. Ils ont été battus et incités à ne pas retourner à Pékin pour déposer des pétitions. Certains de ses collègues ont été frappés jusqu'à ce que leur visage fût en sang.

Zhang souligne que ses collègues et lui avaient utilisé environ 70 000 yuan de leurs économies pour financer leur voyage auprès du gouvernement central au nom de leur village. Wang Ziqing ajoute que lors de son dernier voyage à Pékin, les cadres qui représentaient la ville de Wenling ont refusé de l'aider et semblaient fortement corrompus. Néanmoins, il a toujours de l'espoir parce que le gouvernement central vient de remplacer entre 300 et 400 représentants qui n'avaient pas bien représenté leurs constituants. Wang dit qu'il fait confiance au Premier Ministre Wen Jiabao, surtout depuis sa récente promesse d'alléger le fardeau des fermiers. Il ajoute qu'il est sur le point d'écrire une lettre à Wen Jiabao pour lui expliquer la situation de son village. Han a demandé à Wang ce qu'il dirait à Wen Jiabao si celui-ci était en train d'écouter leur interview et Wang a répondu « *Si Wen Jiabao était résolu et avait les*

*moyens de résoudre nos problèmes à Wenling, nous lui en serions reconnaissants ».*

### **Violences et obstacles chez soi**

Wang et Zhang ont détaillé les abus quotidiens qu'ils ont subi en tentant de récupérer leurs terres. Quand Zhang et ses collègues se sont rendus au bureau local des terres pour voir les dossiers d'enregistrement des terres, les cadres ont refusé de les leur montrer malgré le fait que Zhang eût été en possession d'une lettre de présentation de son avocat.

Zhang dit que les villageois avaient engagé trois procès contre leur chef de village quant à la vente des terres auprès du Tribunal Municipal de Wenling, mais les affaires se sont éternisées et il n'y a jamais eu de verdict. Lors d'une audience, Zhang et ses collègues ont même été frappés par le chef de villages et d'autres cadres. Même son avocat et un journaliste qui suivait l'affaire n'ont pas été épargnés. Le journaliste a subi des pressions pour ne pas parler de l'incident et s'y est plié.

Quand les élections pour le chef du village ont eu lieu dans la première moitié de 2005, Wang explique qu'il lui a manqué seulement neuf voix sur plus de 1.000 votants pour être élu. Il estime qu'il aurait dû gagner mais il n'avait pas d'argent, alors que son opposant avait les ressources financières nécessaires pour acheter des voix. Wang souligne que son opposant a dépensé 500 000 yuan en achat de voix. Quand il s'est plaint avec d'autres villageois de l'achat des voix auprès du comité de supervision des élections de la ville de Wenling, on les a ignorés.

Depuis 2003, Wang dit que les villageois de Wenling ont organisé six manifestations séparées pour protester contre les expropriations de terres, certaines comptant plusieurs milliers de participants. Après la dernière manifestation en décembre 2006, la police de Wenling s'est rendue chez lui pour lui dire que les lois de la République Populaire de Chine interdisaient les manifestations et que lui et les autres villageois se trompaient grandement s'ils estimaient le contraire.